

MAITRISE D'OUVRAGE

Maitrise d'ouvrage déléguée par la commune de Vétheuil à
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion Parc naturel régional du Vexin
français

Maison du Parc - 95 450 Théméricourt

Accueil : 01 34 48 66 10

Fax : 01 34 48 66 11

CAHIER DES CHARGES

OBJET : Restauration et entretien de pelouses calcaires sur
le piton crayeux des Sureaux à Vétheuil
sur la réserve naturelle nationale des coteaux de la Seine

Consultation d'entreprises pour travaux

référence interne :

2025 -NQ

Table des matières

I.	IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE	3
II.	OBJET DE LA CONSULTATION ET CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
III.	COLLABORATION AVEC LES TIERS	5
IV.	SUJÉTIONS PARTICULIÈRES À PROXIMITÉ DES LIEUX FRÉQUENTÉS.....	5
V.	CONTRAINTES DES TRAVAUX.....	6
VI.	SIGNALISATION ET PROTECTION DES TRAVAUX	9
VII.	SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.....	10
VIII.	MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
IX.	ÉVACUATION DES PRODUITS DE COUPES	11
X.	RÉCEPTION DES TRAVAUX	12
XI.	LES PIÈCES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE.....	12
XII.	LES PRIX ET PAIEMENT	13
XIII.	LES DÉLAIS D'EXÉCUTION	14

I. IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE

1.1. Désignation du maître d'ouvrage

Dénomination : Parc naturel régional du Vexin français	Représenté par : Benjamin Demailly, Président du Parc naturel régional du Vexin français
Code Postal & ville : 95450 THEMERICOURT	
Localité / Ville : THEMERICOURT	Pays : France

OBJET DE LA CONSULTATION ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

La consultation porte sur la réalisation des travaux suivants : coupe et éêtage d'arbres et arbustes sur pitons rocheux avec évacuation. Localisation :

- [Lieu-dit Les Sureau, commune de Vétheuil ;](#)

Voir cartes annexées. Des ajustements de surfaces et volumes sont à prévoir en fonction des contraintes liées à la configuration du terrain.

La réalisation des travaux sera soumise à l'obtention des financements et autorisations nécessaires.

2.1. Restauration de pelouse calcaire sur le piton crayeux des Sureau à Vétheuil

Élagage minimal de la végétation des abords du chemin d'accès

Facultatif. L'accès par le bas peut nécessiter un débroussaillage minimal pour permettre un passage facile.

Coupe de ligneux piquetant les pelouses sur le piton

Les arbres et arbustes indiqués seront coupés ou arrachés (pour les petits sujets si sans risques de déstabilisation du sol) et évacués, afin de réduire les foyers de colonisation des pitons. Seront préservées les espèces d'intérêt patrimonial et écologique (Amélanchiers, Genévriers).

Les souches seront rognées, entaillées, écorcées, ou autre technique sans produits chimique, de manière à les dévitaliser, mais non arrachées pour ne pas déstabiliser le sol.

Surface estimée : 1 710 m²

Évacuation des produits de coupe

La restauration de pelouses calcicole nécessite l'évacuation de tous les produits de coupe hors du site. La configuration du relief et les accès très contraints conditionnent fortement les techniques utilisables. On privilégiera des moyens les moins impactant au sol et les plus écologiques. Il ne sera toléré aucun rémanent restant sur place en fin de chantier.

- Utiliser des moyens d'exportation limitant au maximum les impacts au sol (tyroliennes, câbles, bâches...).
- Possibilité d'utilisation d'un broyeur portatif, mais avec exportation complète des broyats en sac.
- Possibilité sur certains accès d'utilisation de chevaux, ânes... de débardage à partir des secteurs de pentes plus faibles, moins impactant sur les milieux pour l'évacuation des rémanents.
- Possibilité d'un accord pour accéder à l'aérodrome de Chérence dans le cas d'un débardage par hélicoptère. L'entreprise devra justifier la plus-value de cette solution, en vérifier la faisabilité et effectuer toutes les démarches nécessaires.
- Pas de brûlage des rémanents, ou uniquement sur braseros sur pieds afin de ne pas impacter le sol et la végétation. La configuration du terrain et le volume traité ne s'y prête pas. Nécessite à l'entreprise de demander en amont une dérogation à l'arrêté départemental d'interdiction de feux.

Option : Acheminement des produits de coupe en composterie/déchetterie

Les produits de coupe doivent être évacués du site par les chemins identifiés avec le maître d'ouvrage, sur une aire de dépôt identifiée avec le maître d'ouvrage selon la méthode d'évacuation choisie. L'entreprise peut proposer ensuite leur acheminement en déchetterie, composterie ou autre plateforme de valorisation habilitée. L'entreprise prendra en charge toute démarche d'autorisations et de coordination nécessaire à la mise en œuvre de l'évacuation selon le mode d'acheminement choisi.

2.2. Autres travaux à réaliser

L'énumération précédente n'exclut pas les travaux qui pourraient être omis ou qui s'imposeraient pour une exécution parfaite suivant les règles de l'art.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont les emplacements nature ou qualité seraient implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation exacte, de l'importance, de l'emplacement et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution (installations nécessaires avant et pendant l'exécution des travaux, conditions générales et locales et de tous autres éléments pouvant, d'une manière quelconque, affecter les travaux).

Il doit donc effectuer toutes les investigations complémentaires qu'il jugera utiles pour apprécier l'état des existants et reste seule responsable des désordres qui pourraient intervenir en cours de chantier ou ultérieurement.

III. COLLABORATION AVEC LES TIERS

L'entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature des lieux, la situation des travaux, la nécessité de conduire les travaux simultanément avec d'autres entreprises.

Il devra, avant d'établir son chantier, entrer en relation avec les services techniques de la commune, l'aérodrome, les entrepreneurs chargés d'autres travaux, les propriétaires de parcelles et riverains concernés par des opérations particulières, soit dans l'enceinte du chantier, soit à sa proximité immédiate, et fournir la preuve des autorisations nécessaires délivrées par ceux-ci, notamment concernant les manœuvres d'évacuation. **Il devra établir et fournir, en particulier dans le cas d'un héliportage, un plan général de coordination (PGC) pour assurer la sécurité du chantier.**

L'entrepreneur est chargé des demandes d'arrêtés de voirie et d'autorisations délivrés par les autorités compétentes (Communes, Département, Préfecture, DGAC etc.), nécessaires pour la réalisation de ses travaux.

IV. SUJÉTIONS PARTICULIÈRES À PROXIMITÉ DES LIEUX FRÉQUENTÉS

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies intéressées, et devra signaler suffisamment à temps à la société concernée les permissions, arrêtés ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics.

Le site étant traversé de chemins publics, et surplombant des habitations, l'entrepreneur devra s'assurer de la sécurisation du chantier vis-à-vis des riverains et promeneurs en fonction des solutions techniques choisies.

Il ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés dans le présent document, lequel n'est fourni qu'à titre indicatif.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour ne compromettre à aucun moment la stabilité des ouvrages et des immeubles existants au voisinage du chantier.

De plus, l'entrepreneur engagera totalement sa responsabilité en cas de désordres, dégradations, dommages ou préjudices causés aux ouvrages publics ou privés existants. Il sera tenu responsable dans tous les cas, dès lors que les dommages auront trouvé leur origine dans l'exécution des travaux. Cette responsabilité s'étendra sur une période de dix années suivant l'exécution des travaux.

V. CONTRAINTES DES TRAVAUX

Contraintes particulières imposées pour les travaux

- **Les travaux devant être effectués entre le 15 octobre 2025 et le 15 février 2026**
- **Le site est un espace naturel protégé, la mise en œuvre du chantier devra tenir compte de sa réglementation et des recommandations de son gestionnaire, le PNR du Vexin français.** Toute opération devra être vue au préalable avec le gestionnaire.
- Le gestionnaire effectuera un suivi de chantier journalier, l'entreprise veillera en conséquence à l'informer des dates de présence de l'équipe et à prévenir en cas d'absence imprévue. Il est à prévoir une interruption lors de la semaine de Noël en raison de la fermeture du Parc.
- En raison de la proximité de maison et infrastructures, dans le cas d'un hélicoptage, il est impératif d'informer le gestionnaire de la date de l'opération au plus tôt afin que les informations et les mesures de sécurité puissent être communiquées auprès des communes et des habitants.
- Les propositions techniques des entreprises devront intégrer un impact environnemental faible.
- **Le site fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques et Mouvements de Terrain, la mise en œuvre du chantier devra tenir compte des recommandations de sécurité du diagnostic effectué par le Cerema.**
- Les pitons et parois présentent **des pentes de 25 à 45%**. Les travaux devront suivre les recommandations du bureau d'étude pour la prévention des risques de mouvements de terrains.
- Le département du Val d'Oise fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'interdiction de feux. Dans le cas d'une proposition de brûlage des rémanents sur brasero sur pied, cela nécessite pour l'entreprise une demande de dérogation.
- Les travaux devront être réalisés qu'en période automnale-hivernale, entre le 15 octobre et le 15 février dernier délai pour le piton de Vétheuil. La période souhaitée d'intervention est l'automne.
- Les pitons et parois posent des contraintes de travail et de sécurité (risques de chutes des ouvriers, du matériel ou des produits de coupes, chutes de blocs, parois) qui doivent être prises en compte par l'entreprise pour l'organisation du chantier et les compétences de l'équipe. Les rémanents devant être stockés sur place jusqu'à l'évacuation devront également être sécurisés (risques de vent, de chute, d'étalement...).
- L'entrepreneur devra veiller à ne pas causer de dommages aux cavités troglodytes situées dans les pitons.
- Pas d'intervention en cas de pluie importante (sol fragile et glissant). Afin de tenir les délais incompressibles imposés, l'entreprise veillera à profiter au maximum des périodes favorables dès le début de la période.

- Les déplacements de l'équipe, du matériel et des rémanents doivent tenir compte de la fragilité du sol et de la présence d'espèces sensibles siglées par l'équipe de la réserve.
- Pas d'écobuage ou de brûlis.
- Pas d'utilisation de produits phytosanitaires.
- Exportation des produits de coupe hors du site obligatoire. Aucun rémanent restant après la fin du chantier ne sera accepté.
- Nettoyer le matériel, les roues et les bas de caisse des engins de chantier avant leur arrivée sur site, afin de ne pas risquer d'introduire des espèces végétales non désirables.
- Organiser le chantier de manière à ne pas dégrader les milieux naturels aux abords de la zone de chantier et les zones sensibles désignées par le maître d'ouvrage.
- Conserver les voiries publiques en parfait état de propreté.
- Conserver les ouvrages existants contigus aux zones de travaux dans leur état originel.
- Récupérer les eaux des installations de l'entrepreneur et du chantier pour éviter toute pollution des zones de travaux.
- Aucune émission de produits ou de déchets d'aucune sorte.
- L'utilisation d'huiles bio pour moteur et chaînes de tronçonneuse et autres machines est recommandée, et toutes les précautions doivent être prises pour éviter leur épandage sur le site.
- L'organisation du chantier doit prendre en compte la bonne circulation et la sécurisation des autres usagers et riverains du site.
- L'entreprise doit s'être renseignée au préalable sur les contraintes techniques imposées par la méthode d'évacuation afin d'organiser le chantier de façon optimisée dès son démarrage. Dans le cas du choix d'un hélicoptère en particulier, elle aura pris contact avec le prestataire pour connaître ses recommandations de sécurité et prévu l'opération afin de la limiter dans le temps au maximum, et se sera assuré au préalable des possibilités logistiques.
- Les travaux sont effectués sur des propriétés communales et régionales, à proximité de terrains privés et habitations. Les relevés, repérages, prises de vues et autres opérations pouvant être souhaitées par l'entreprises devront être vues avec le gestionnaire en amont.

Repérage de terrain

En raison des conditions particulières d'accès les repérages nécessaires à l'établissement du devis et préalables aux travaux sont obligatoires, et doivent être effectués en accompagnement des agents de la réserve.

Propreté du chantier

L'entrepreneur sera tenu d'assurer en permanence le nettoyage des chaussées qui seront salies par la circulation de ses engins ou de son matériel de transport dans l'emprise et au voisinage du chantier. Aucun déchet ne devra être laissé sur ou aux abords du site.

Par ailleurs, l'entrepreneur sera tenu de réaliser cette prestation dans les plus brefs délais (dans la journée dans tous les cas) sur simple demande du directeur des travaux.

En cas de défaillance de l'entrepreneur concerné, le maître d'ouvrage pourra après mise en demeure préalable, commander les travaux ci-dessus énumérés par un entrepreneur de son choix. Les frais engendrés par ces opérations seront entièrement à la charge de l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur est civilement responsable des accidents de toute nature qui auraient pour cause un manquement aux préconisations citées ci-dessus.

Bruit de chantier

Les matériels utilisés sur les chantiers, ainsi que les conditions de leur utilisation, doivent satisfaire à la réglementation fixée en vigueur relative à l'insonorisation des engins de chantier.

Le maître d'ouvrage pourra interdire l'emploi sur le chantier, sans indemnité pour l'entrepreneur, de tout appareil ou engin qui ne satisferait pas à cette réglementation.

Nature du terrain rencontré

L'entrepreneur exécutera ses travaux qu'elle que soit la nature du terrain rencontré. Il est présumé avoir pris connaissance des conditions et contraintes du terrain avant candidature.

Gestion des déchets

Dans le cadre du tri sélectif des déchets de chantiers conformément à la réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, loi n° 9 2.646 du 13 juillet 1992), l'entrepreneur devra respecter et se fixer les priorités sur la politique des déchets de la façon suivante : la prévention ou la réduction de la production des déchets, l'organisation du transport des déchets, la valorisation de ceux-ci par leur réemploi, leur recyclage ou leur valorisation énergétique, l'information du public.

Dans le but d'une vérification de ces prestations auxquelles l'entrepreneur doit se soumettre, le maître d'ouvrage pourra demander toutes justifications sur les destinations finales de ces déchets. Pour ce faire, tous les mouvements de déchets seront transcrits sur un bordereau d'enlèvement et de suivi des déchets industriels par l'intermédiaire de l'imprimé CERFA n° 07.0320. Celui-ci devra être conservé par l'entrepreneur pendant au moins 3 années après la date d'achèvement des travaux concernés et être annexé aux documents de récolement et de notices techniques et d'entretien.

De plus, il est rappelé à l'entrepreneur qu'il est strictement interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit sur les chantiers et d'abandonner ou d'enfermer des déchets de quelque nature que ce soit, même inertes, dans des zones non contrôlées administrativement telles que décharges sauvages, chantiers, etc.

Traçabilité

Conformément à la réglementation en vigueur l'entreprise est responsable de l'élimination selon des filières autorisées des matériaux évacués du site et des éventuels effluents générés au cours des travaux. Toutes les dispositions seront prises pour le respect de l'environnement et de la réglementation.

Environnement

Les entreprises sont incitées à employer des matériaux s'inscrivant dans une démarche environnementale.

Intempéries

En raison de la fragilité des sols et de leur caractère glissant, les travaux seront interrompus pendant les orages, les fortes pluies et les pluies modérées mais continues ; ils pourront être autorisés par le maître d'ouvrage en cas de pluies fines occasionnelles n'entraînant pas de détrempe importante du sol.

Dans le cas d'un débardage par hélicoptère, les opérations devront se dérouler dans les conditions météorologiques autorisées.

Travaux à proximité d'ouvrages électriques et canalisations

L'entrepreneur devra respecter les prescriptions du titre XII du décret du 8 janvier 1965 modifié. L'entrepreneur ne devra travailler à proximité des lignes, canalisations et installations électriques qu'après avoir arrêté en accord avec l'exploitant les mesures de sécurité. Il en est de même pour les ouvrages et canalisations d'eau et de gaz.

VI. SIGNALISATION ET PROTECTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur.

Négligence

Lorsqu'un chantier présentant du danger n'aura pas été suffisamment signalés, ou défendus, le maître d'ouvrage pourra, à la charge de l'entrepreneur, y pourvoir d'urgence et d'office dans l'intérêt de la sécurité publique en se procurant à tout prix les ouvriers, matériaux et moyens nécessaires.

Le montant des travaux ainsi exécutés d'urgence sera retenu à l'entrepreneur sur la présentation d'un mémoire visé par le directeur des travaux, sauf à lui exercer son recours au sujet de la légalité de la mesure appliquée.

Le maître d'ouvrage se réserve également le droit, de faire exécuter aux frais de l'entrepreneur, les mesures complémentaires nécessitées par la sécurité ou la salubrité dans le cas où les initiatives de ce dernier à cet égard seraient jugées insuffisantes ou lorsque prévenu, l'entrepreneur n'aurait pas remédié aux carences dans un délai de 48 heures.

VII. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Conformément aux normes en vigueur, l'entrepreneur est tenu d'assurer la sécurité, la protection et l'hygiène de son personnel ainsi que la sécurité publique. Il devra respecter, au cours de l'exécution de ses travaux, les sécurités installées par toute autre entreprise pour les protections de son personnel. Si les nécessités du travail ou toutes autres causes l'obligeaient à déposer provisoirement les protections, il deviendrait alors responsable des conséquences que pourraient entraîner cette dépose et devrait prévoir les mesures nécessaires afin d'éviter tout accident et dès que possible rétablir les sécurités en état. Il est demandé à l'entrepreneur de fournir le PGC SPS (plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé).

VIII. MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1. Débroussaillage et défrichage

Le débroussaillage devra faire disparaître arbres, arbustes etc... situés sur l'aire prévue, par sectionnement au plus ras du sol, et tant que possible les souches seront entaillées de façon à limiter les rejets.

Le prestataire devra prendre en compte les exigences suivantes :

1. En raison d'enjeux de conservation majeurs, les travaux devront s'effectuer entre mi-octobre et mi-février dernier délai. On privilégiera une intervention à l'automne pour bénéficier au mieux de périodes climatiques favorables.
2. Les techniques utilisées et la répartition de l'équipe sur la zone devront respecter au maximum la fragilité du milieu : limitation du piétinement, canalisation de la circulation, limitation du nombre d'intervenants sur les zones les plus sensibles, ne pas traîner les matériaux ni matériels sur le sol.
3. Les techniques utilisées, les compétences et la répartition de l'équipe sur la zone devront respecter au maximum les conditions de sécurité : risques de chutes d'ouvriers, de rémanents, de matériels... liés aux pentes et surplombs, et risques liés

au maniement de matériel thermique et troncs sur pentes abruptes, risque de déchaussement de roches. Concernant les coupes d'arbres, l'équipe devra savoir gérer et effectuer les coupes dans les configurations de terrain présentes.

4. Les travaux seront effectués en présence d'un agent de la réserve naturelle. Un suivi journalier sera effectué par le gestionnaire.
5. Toute prise de décision importante devra se faire avec les agents de la réserve.
6. Le prestataire respectera le balisage effectué préalablement avec les agents de la réserve. Ce balisage tient compte des contraintes foncières, des recommandations liées aux risques de mouvements de terrain, ainsi que des espèces d'intérêt.
7. Le prestataire fera attention à respecter les espèces protégées, dont l'Amélanchier qui ne doit pas être coupé. Le gestionnaire les balisera en conséquence/
8. Le prestataire veillera à suivre les consignes concernant les espèces invasives identifiées par les agents de la réserve. Arrachage (si réalisable sans déstructuration de sol) sur les petits sujets, cerclage, percement des souches avec injections de sel...)
9. Conserver une barrière de ligneux en contrebas des pitons contre la chute de blocs, et entre les pitons et les chemins le cas échéant et refermer les layons d'accès.
10. Tout marquage et balisage nécessaire à l'exécution des travaux devra être temporaire, minimal, discret, non polluant, et le cas échéant être retiré en fin de travaux.

IX. ÉVACUATION DES PRODUITS DE COUPES

1. Les rémanents devront être exportés en totalité, ce qui du fait des difficultés d'accès du site implique éventuellement la mise en place de chemins d'accès et de techniques particulières (tyrolienne, etc.).
2. On évitera au maximum de trainer les troncs et rémanents au sol et d'effectuer des allers-retours pour limiter l'érosion et l'impact au sol. On organisera les zones de stockage selon la méthode utilisée afin de limiter l'emprise au sol et la multiplication des manipulations.
3. Les rémanents et arbres stockés sur place en attendant l'évacuation devront être préparés tout de suite et sécurisés pour ne pas risquer de chuter, rouler, s'envoler ou s'étaler.
4. Le prestataire organisera le chantier de façon optimisée dès son démarrage en fonction des contraintes techniques imposées par la méthode d'évacuation.
5. Le prestataire aura effectué toutes les vérifications de faisabilité et obtenu les accords aux opérations d'évacuation nécessaires auprès des propriétaires et acteurs du site avant candidature. Il aura en charge les autorisations et démarches préalables à sa réalisation.
6. Dans le cas du choix d'une évacuation en sous-traitance (hélicoptage), elle aura pris contact avec le prestataire pour connaître les recommandations de sécurité et prévoir au mieux l'opération afin de la limiter dans le temps au maximum.

7. En raison du contexte du site, l'entreprise devra prévenir le gestionnaire en avance de la date prévue afin que soient effectuée la communication nécessaire auprès de la commune et des habitants.
8. Le gestionnaire validera que les coupes aient été entièrement effectuées avant évacuation en cas d'évacuation globale en fin de chantier.

X. RÉCEPTION DES TRAVAUX

10.1. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

La réception des travaux aura lieu en présence des membres de l'équipe de la réserve naturelle.

10.2. Assurance

L'entreprise doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage ou de son représentant et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie. Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la signature du devis et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

XI. LES PIÈCES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

- ☒ Devis détaillé explicitant les méthodes employées ;
- ☒ Calendrier de planification des travaux suivant la plage imposée ;
- ☒ Preuves d'accords des propriétaires et entreprises sous-traitantes nécessaires ;
- ☒

XII. LES PRIX ET PAIEMENT

12.1. Contenus des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfice.

Le prix global porté dans le devis est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entreprise est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du devis. Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entreprise pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

12.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant du solde est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ce montant est éventuellement rectifié en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

12.3. Règlement des comptes de paiements

Le règlement des travaux seront versés en totalité après réception du chantier terminé.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de ladite demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les demandes de paiement ainsi que leurs justificatifs devront parvenir électroniquement via le portail de facturation « Chorus Pro » (et selon des modalités techniques fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facture électronique) via les adresses suivantes :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ou <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Il s'agira également d'envoyer une copie par mail au correspondant du Parc, Marie Laure DALLEY dont l'adresse mail vous sera communiqué ultérieurement.

L'entreprise fournira une facture acquittée une fois le paiement effectif.

XIII. LES DÉLAIS D'EXÉCUTION

13.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est prévu pour février 2026, les travaux devant être effectués entre le 15 octobre 2025 et le 15 février 2026.

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de prolonger ou non le délai d'exécution, par ordre de service, à condition que cette prolongation ne se fasse pas à l'encontre de la préservation du site et de ses enjeux.

13.2. Calendrier d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'entreprise sur la base des délais indiqués et fournis avec le devis détaillé.

13.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article L 5424-8 du Code du Travail, sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir.

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail

impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même un arrêt de travail imprévisible et inévitable.

De plus, il doit être impossible également au chef d'entreprise de procurer une occupation de remplacement aux ouvriers.

Il est considéré comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après, lorsqu'ils ne dépassent pas les valeurs limites suivantes :

- pluie de 24 h : 30 mm (poste météorologique de référence : Paris-Montsouris)
- gel d'une journée : -5°C à 8h00 du matin (poste météorologique de référence : Paris-Montsouris)
- neige : épaisseur de 5 cm (poste météorologique de référence : Paris-Montsouris)
- niveau du cours d'eau : empêche le bon déroulement des travaux (constaté par le Maître d'œuvre).

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, et donc notamment de l'article précité du Code du Travail, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Cette prolongation est notifiée à l'entreprise par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté, par le Maître d'œuvre, au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions (la station de référence pour toutes mesures (pluviométrie, températures, vitesse du vent...) étant Paris-Montsouris) en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-après : 3 jours.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Pour information, ne sont pas considérées comme des intempéries (liste non limitative) :

- les rosées matinales ou gelées blanches qui rendent souvent impossible l'exécution du travail pendant les premières heures de la matinée,
- les crues fluviales et les grandes marées lorsque l'époque des arrêts peut être déterminée à l'avance,
- lorsque neige, gel, inondations, verglas rendent les routes impraticables, les travailleurs qui ne peuvent se rendre au lieu de leur travail se trouvent dans les mêmes conditions que ceux des autres professions,
- il en est de même lorsque le ravitaillement en matériel du chantier ne peut se faire du fait que les camions ne peuvent plus apporter sur le chantier les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux, les routes étant fermées à la circulation.